

## **25/01/2018 : Plan loup 2018-2023 : un gouvernement sourd aux demandes du monde rural – Michel Dantin (LR, PPE, Fr)**

« À quoi servent les consultations avec les organisations professionnelles si on ne les écoute pas ? L'indifférence du gouvernement aux problématiques des éleveurs dans le cadre du plan loup 2018-2023 est injustifiable », a déclaré Michel Dantin, Député européen du Sud-Est, première région touchée par la prédation du loup sur les élevages.

Le gouvernement prévoit d'augmenter la population de loups de 350 à 500 spécimens en France et de plafonner le quota de retraits autorisés à 40 loups par an. Pourtant, on enregistre plus de 12 000 ovins victimes du loup en 2017, un chiffre qui a doublé en 5 ans.

« Le loup est strictement protégé depuis plus de 30 ans et n'est plus menacé d'extinction. En revanche, les conséquences de la prédation menacent toute une filière, qui joue un rôle structurant dans beaucoup de territoires ruraux. Comment expliquer cet entêtement qui a coûté 25 millions d'euros au contribuable l'an dernier en moyens de protection et indemnisation des éleveurs ? J'ai peur que l'idéologie n'ait pris le pas sur le réalisme, dans la gestion de ce dossier au gouvernement », a-t-il regretté.

« Au travers des éleveurs, c'est tout le monde rural qui se sent abandonné », a souligné Michel Dantin.

« Mobilisé pour faire évoluer le cadre juridique européen, je suis à l'initiative d'une réunion interparlementaire le 15 mai prochain à Bruxelles, afin d'évoquer cette question en présence de députés européens, de parlementaires nationaux et du Commissaire européen à l'environnement Karmenu Vella », a-t-il conclu.